

Arrêté
Portant autorisation environnementale
installations classées pour la protection de l'environnement
Société DEWEN
sur la commune de TADEN

Le Préfet des Côtes-d'Armor

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du même code ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François GUILLOTOU de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu la Directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets ;

Vu le décret n°2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;
- Vu** le plan régional de prévention et de gestion des déchets approuvé le 23 mars 2020 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2006 autorisant le Syndicat Mixte des Pays de Rance et de la Baie à poursuivre l'exploitation de l'usine de valorisation énergétique de déchets sur la commune de Taden ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 février 2013 modifiant les conditions d'exploitation de l'usine de valorisation énergétique de déchets sur la commune de Taden ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2023 autorisant la société IDEX ENVIRONNEMENT à poursuivre son activité de traitement de déchets non dangereux de l'usine de valorisation énergétique de déchets sur la commune de Taden ;
- Vu** le courrier du 22 décembre 2023 informant du changement d'exploitant de l'UVE au bénéfice de la société DEWEN ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2024 relatif à l'anticipation des travaux de la société DEWEN ;
- Vu** la demande du 14 février 2024, présentée par la société DEWEN, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation d'incinération de déchets située au lieu dit les Landes Basses sur la commune de Taden, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 16 juillet 2024 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 28 mars 2024 ;
- Vu** l'avis du Conseil Régional de Bretagne en date du 12 juin 2024 ;
- Vu** l'avis de l'Autorité environnementale en date du 17 septembre 2024 ;
- Vu** l'enquête publique qui a eu lieu du 14 octobre 2024 au 15 novembre 2024 ;
- Vu** les observations émises lors de cette consultation publique ;
- Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 10 décembre 2024 ;

Vu les avis des conseils municipaux de Taden, Corseul, Dinan, Languenan, Pleslin-Trigavou, Quévert et Saint-Samson-sur-Rance ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 31 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 17 février 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 18 février 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu la lettre du pétitionnaire en date du 18 février 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique 3520 et que les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles des BREF relatif aux installations d'incinération de déchets (WI),

Considérant que l'analyse des meilleures techniques disponibles réalisées dans le dossier de mise en conformité montre que le fonctionnement de l'établissement est cohérent avec le document de référence (BREF WI installation d'incinération de déchets), ;

Considérant que le pétitionnaire ne demande pas d'aménagement aux prescriptions des arrêtés ministériels précités ;

Considérant que l'exploitant prévoit la modernisation du traitement des effluents gazeux de la ligne L1, par la mise en place d'un traitement sec des fumées ;

Considérant que les aménagements prévus permettent de réduire la consommation d'eau de 75% ;

Considérant que les mesures prévues sont de nature à réduire le volume d'effluents aqueux produits et de supprimer leur rejet à l'extérieur du site ;

Considérant que la gestion des travaux d'aménagement ont été pensés dans le respect du principe « éviter réduire » et que l'exploitant a orienté ses choix dans la construction de son projet sur la base de cette doctrine ;

Considérant que l'étude d'impact sanitaire conclut en un risque acceptable ;

Considérant qu'il convient de prescrire une campagne de mesure de l'air ambiant suite à la mise en fonctionnement des installations conformément à la demande de l'ARS dans son avis ;

Considérant que l'étude des dangers conclut que le risque présenté par les installations est acceptable compte-tenu des mesures de maîtrise des risques retenues ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant qu'il convient de prescrire les mesures permettant de garantir dans le temps que le risque généré par l'exploitation des installations reste acceptable ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des études et des consultations menées en application de l'article L.512-2 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant les préconisations de la note ministérielle du 29/03/2016 relative à l'examen de l'acceptabilité environnementale des matériaux alternatifs employés dans des ouvrages de travaux publics comparables aux ouvrages routiers (ex : plateforme économique, merlons acoustiques, ...);

Considérant que les travaux seront à l'origine de déchets et de terres susceptibles d'être pollués dont la gestion est susceptible d'engendrer des pollutions du milieu et qu'il convient donc d'imposer des prescriptions pour la gestion de ces déchets de manière à éviter tout impact sur l'environnement ;

Considérant qu'en complément de la surveillance des eaux souterraines, la surveillance semestrielle des eaux de drainage de la fosse de réception de déchets est nécessaire pour s'assurer de l'étanchéité de cette dernière ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor :

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société DEWEN (SIRET 91284847000023), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Taden, au lieu dit les Landes Basses, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.2 : Déclaration de mise en fonctionnement

La société DEWEN informe le Préfet des Côtes-d'Armor et l'inspection des installations classées de la mise en fonctionnement des installations de la ligne L1Bis et de la ligne L1 suite aux travaux de modernisation.

Article 1.3 : Abrogation

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 29 novembre 2006, du 7 février 2013 et du 9 juin 2023 sont abrogées à compter de la date de mise en fonctionnement des nouvelles installations des lignes L1 et L1Bis, déclarée conformément à l'article 1.2 du présent arrêté.

Article 1.4 : Situation de l'établissement et surface occupée

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Taden au lieu dit les Landes basses sur les parcelles cadastrales suivantes :

Parcelles cadastrales	superficie
1033 section C	72802 m ²
1212 section C	835 m ²
1211 section C	26980 m ²
1210 section C	3714 m ²

Article 1.5 : Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2771-1	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	2 fours d'incinération d'ordures ménagères et autres résidus non dangereux Plateforme de traitement des mâchefers : capacité de 25 t/h	Capacités des fours : Ligne 1 : 7 t/h Ligne 1 bis : 14t/h (PCI : 2400 kcal/kg) capacité totale: 150 000t/an Traitement mâchefers Capacité : 30000 t/an	A
3520	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets	2 fours d'incinération d'ordures ménagères et autres résidus non dangereux	Capacités des fours : Ligne 1 : 7 t/h Ligne 1 bis : 14t/h (PCI : 2400 kcal/kg) capacité totale: 150 000t/an	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non-dangereux	Broyage de déchets non dangereux à destination des fours d'incinération	Capacité maximale de traitement : 320 t/j Capacité : 10 000 t/an	A
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes	Transit de déchets non dangereux dans l'une des alvéoles couvertes de la plateforme mâchefers	Capacité maximale de stockage de tout venant incinérable: 999 m3	DC

(*) A (autorisation), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques « loi sur l'eau » suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, [...], non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, [...]	Piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines Forage dédié à l'alimentation en eau industrielle de l'usine	14 piézomètres et 1 forage	D

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, [...], Le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m3/an mais inférieur à 200 000 m3/an	Forage pouvant délivrer un débit de 30 m3/h	Prélèvement d'eau supérieur à 20 000 m3/an et inférieur à 30 000 m3/an	D
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol [...], la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha .	La surface du site est de 6ha.	Rejet d'eaux pluviales au point PRE n°2	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 1.6 : Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3520 relative à l'incinération et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WI.

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activités spécifiées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite IED	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Installation d'incinération	3520	5.2.a Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets dont la capacité de traitement est supérieure à 3 tonnes par heure	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles « Incinération des déchets »

Article 1.7 : Consistance des installations

L'établissement comprend l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

■ Réception des déchets

Le site dispose :

- d'un dispositif de pesée,
- d'un système de détection de la radioactivité,
- d'une fosse de 7 364 m³ avec gérage pour la réception des ordures ménagères avant incinération,
- d'un bâtiment de 480 m² pour la réception et le broyage des déchets encombrants

■ Four d'incinération

Les 2 lignes d'incinération visées à la rubrique 2771 de l'article 2 présentant les caractéristiques suivantes :

Ligne d'incinération	Ligne 1	Ligne 1B
Puissance thermique nominale unitaire	16250 kW	31130 kW
Capacité horaire nominale unitaire (base pouvoir calorifique 8371 kJ/kg)	7 t/h	14 t/h
Capacité d'entreposage de la fosse	2 209 t* – 7364 m ³	
Quantité maximale de déchets susceptibles d'être incinérés	150 000 t/an	
Heures de fonctionnement	8000 h/an	8100 h/an

* tonnage estimé pour une masse volumique moyenne de 300 kg/m³

La chaleur produite par l'incinération des déchets sous forme de vapeur par l'intermédiaire de 2 chaudières est valorisée par la production d'électricité dans deux turbo-alternateurs connexes à l'installation de puissances électriques unitaires respectives de 5,8 MW et 9,5 MW.

Chaque ligne d'incinération est équipée de brûleurs d'appoint fonctionnant au gaz, respectivement :

- 2 brûleurs sur la ligne L1 de puissance 6,1 MW chacun
- 2 brûleurs sur la ligne L1bis de puissance 11,5 MW chacun

■ Traitement des effluents gazeux des fours

Le site est équipé d'installations de traitement des effluents gazeux constituée :

- d'un système d'injection de réactifs sec en amont du filtre à manches comprenant un silo de bicarbonate de soude 90 m³ et un silo de coke de lignite 45 m³,
- d'un filtre à manches,
- d'une installation de réduction catalytique comprenant un système d'injection de solution ammoniacale et d'une cuve d'eau ammoniacale de 40 m³,
- un silo de REFIOM (résidus d'épuration des fumées) de 130 m³ pour chaque ligne d'incinération.

L'ensemble des réactifs est mutualisé pour les deux lignes.

■ Plateforme de stockage de déchets issus de l'incinération

Le site est muni d'une plateforme de 3144 m² dédiée à la gestion des mâchefers d'incinération et à l'élaboration de matériaux alternatifs issus de mâchefers. Cette plateforme est dotée d'un hall couvert de 3 300 m².

La disposition de la plateforme permet d'accueillir une station fixe de traitement des mâchefers, d'une capacité de production de l'ordre de 350 t/j.

L'établissement est équipé d'une alvéole de refus de tri et d'une alvéole des déchets métalliques ferreux et non ferreux.

■ Installations annexes

- deux groupes électrogènes de sécurité fonctionnant au fuel domestique alimenté par deux cuves ;
- un forage de 151 mètres de profondeur alimentant une station de production d'eau industrielle majoritairement utilisée pour la production d'eau de la chaudière.
- un réseau de surveillance piézométrique.

■ Activité de stockage de déchets à l'arrêt

Trois anciens casiers de stockage de déchets non dangereux exploités en 1993 et 1996 sont situés au Sud-Ouest dans l'emprise du site d'exploitation. Leur localisation figure sur le plan en annexe 4c du présent arrêté.

Ces casiers sont recouverts au Nord par une partie de l'actuelle plateforme mâchefers et par des espaces végétalisés de 5130 m² sur la partie Sud-Ouest.

■ **Production d'eau déminéralisée**

Le site dispose des stockages suivants pour la production d'eau déminéralisée permettant l'alimentation des chaudières :

- deux cuves de soude de 6 m³ et de 2 m³ ;
- deux cuves d'acide chlorhydrique de 6 m³ et une de 2 m³

Article 1.8 : Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.5 ci-dessus.

TITRE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Article 2.1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 2.2 : Cessation d'activité et remise en état

En cas de cessation, l'usage futur du site à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Article 2.3 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 2.4 : Contrôles et analyses

L'inspection des Installations Classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, inopinés ou non, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, sols, bruit, odeurs notamment), y compris dans l'environnement, soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

Les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents, doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (par exemple : débit, température, concentration en polluant, etc. selon les exigences fixées au chapitre 4 et 6).

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Les méthodes de prélèvement, de mesure et d'analyse de toutes les substances polluantes rejetées, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesures automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectuées conformément aux normes en vigueur.

Article 2.5 : Consommables

Les installations doivent disposer d'une réserve de produits consommables suffisante pour leur permettre d'assurer une continuité de leur activité et de la surveillance de leurs rejets dans des conditions exceptionnelles

Les stocks de réactifs doivent notamment être suffisants pour assurer une continuité de l'activité.

TITRE 3 CONDITIONS D'EXPLOITATION PARTICULIÈRES

CHAPITRE 3.1 - CONDITIONS LIÉES À LA RÉALISATION DES TRAVAUX

Article 3.1.1 : Curage des anciennes lagunes de traitement

Dans un délai de 1 an à compter de la mise en service des installations, l'exploitant procède au curage des lagunes suivantes par l'enlèvement des sédiments accumulés dans le cadre de l'ancien traitement des effluents industriels :

- la lagune L1 de récupération des effluents industriels du site,
- la lagune L2 destinée à devenir une mare écologique,
- la lagune L3 permettant de réceptionner en cas d'incident pluvieux la surverse des eaux de la lagune L1 .

Ces sédiments font l'objet d'une élimination en fonction du caractère de leur dangerosité préalablement établie par l'exploitant. Ils sont éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet.

Ces lagunes sont rendues étanches de manière à éviter tout risque de transfert de pollution. Les éléments justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.1.2 : Gestion des déchets liés aux travaux

3.1.2.1 Dispositions générales

Les modalités de gestion des déchets doivent être de nature à réduire les impacts sur l'environnement.

Tous les déchets (physiques, produits purs, etc.) découverts pendant les travaux ou issus des travaux sont caractérisés et éliminés dans les filières adaptées.

L'exploitant dispose d'une zone spécifiquement dédiée au tri et au transit des déchets liés au chantier et à la déconstruction.

Elle est équipée d'une aire étanche et aménagée de manière à ce que toutes les eaux de ruissellement puissent faire l'objet d'analyses et d'un traitement approprié.

L'ensemble des opérations liées à la gestion de ces déchets fait l'objet d'une traçabilité. Les justificatifs permettant de garantir qu'ils sont traités conformément à la réglementation sont tenus à la disposition de l'inspection.

3.1.2.2 Gestion des terres et des matériaux excavés

La gestion des terres et des matériaux excavés doit satisfaire aux modalités fixées dans les guides de l'état de l'art en matière de site et sols potentiellement pollués.

Le programme analytique relatif au tri des terres et les résultats de leurs analyses de caractérisation sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Les différentes catégories de terres sont identifiées sur le site au regard de leur qualité déterminée à l'issue du programme analytique. Les différents lots de terres polluées sont aménagés de façon à éviter le mélange entre catégories. Tout mélange de terres de caractéristiques différentes est interdit.

Les terres avec des pollutions concentrées sont évacuées du site par véhicule bâché et sont éliminées suivant des filières adaptées.

La traçabilité des matériaux et des terres excavées est assurée conformément à la réglementation en vigueur, notamment par la tenue de registres chronologiques, électroniques et l'émission des bordereaux de suivi des déchets.

Un rapport annuel détaillant les volumes excavés, leur traçabilité, les analyses réalisées et leur mode de valorisation ou de traitement.

Article 3.1.3 : Remblaiement et matériaux d'apport

L'exploitant assure la traçabilité des terres et matériaux utilisés en remblai des excavations (localisation, quantité, qualité).

Pour que les terres excavées avec pollutions résiduelles non concentrées puissent être réutilisées en remblai sur le site, l'exploitant s'assure que le niveau de pollution résiduelle de ces terres est compatible avec l'usage projeté du site. Les analyses relatives aux échantillons prélevés au niveau d'un lot de terres traitées sont représentatives de l'ensemble de celui-ci.

Les terres excavées non polluées peuvent être réutilisées sur le site en tant que remblais sous réserve de contrôle de leur qualité.

Article 3.1.4 : Stockage temporaire de tout venant incinérable (TVI)

Jusqu'à la fin de la réalisation des travaux de modernisation, le stockage de tout venant incinérable en provenance des déchetteries est temporairement entreposé dans une cellule du hall mâchefers dont la paroi de séparation est REI 120 sur 3 mètres de hauteur.

Les parois externes sont composées de murs bétons REI 120 sur 3,5 mètres de hauteur puis d'un bardage simple peau REI 120 sur le reste de la hauteur.

La hauteur des déchets stockés dans la cellule ne dépasse pas 1 mètre afin d'éviter tout risque de contamination des matériaux dédiés à la valorisation en technique routière.

Cette cellule est équipée d'une détection incendie. La surveillance de ce stockage est effectuée 24h/24 grâce à un dispositif de vidéo-surveillance.

Article 3.1.5 : Fosse de réception des déchets

Lors de la phase d'arrêt complet de l'usine pour la réalisation des travaux d'extension de la fosse, la réception de déchets sur l'usine est interrompue de manière à pouvoir réduire au maximum la quantité de déchets présents dans la fosse de réception.

Toutes les mesures nécessaires à la maîtrise du risque incendie et des nuisances liées à la présence de déchets résiduels est mis en place par l'exploitant.

CHAPITRE 3.2 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

Article 3.2.1 : Indisponibilité de la lagune n °1

En cas d'indisponibilité totale ou partielle de la lagune 1 dédiée au stockage temporaire des eaux de ruissellement de la plateforme mâchefers, les effluents de la lagune L1 sont transférés vers la lagune L3 par un dispositif de surverse.

Une vanne d'isolement en aval hydraulique de lagune n°3 est maintenue en position fermée dans les conditions de fonctionnement normales pour éviter tout acheminement d'effluent vers la station d'épuration communale.

Un compteur totalisateur est installé sur le système de transfert afin de mesurer précisément les volumes d'effluents industriels envoyés de la lagune n°1 vers la lagune n°3. Les données relevées par ce dispositif doivent être consignées et mises à disposition de l'inspection des installations classées.

A titre exceptionnel, les effluents industriels de la lagune L3 rejoignent la station d'épuration communale pour traitement sous réserve :

- qu'une autorisation de déversement spécifiant les conditions qualitatives et quantitatives d'acceptation du rejet soit signée avec le gestionnaire de la station,
- qu'un prélèvement et une analyse des effluents soient réalisés avant rejet pour s'assurer du respect des conditions d'acceptation dans la station ainsi que des valeurs limites d'émissions applicables à l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 21 janvier 2021 susvisé.

Les modalités de gestion de ces conditions font l'objet de consignes permettant de garantir une maîtrise des impacts à l'extérieur du site et de justifier du respect des conditions du présent article.

Les justificatifs du respect des conditions de ce présent article sont tenus à la disposition de l'inspection.

Les caractéristiques du point de rejet sont les suivantes :

Codification point de rejet	PRE N°1 - REJETS LAGUNES
Coordonnées (Lambert 93)	X : 325 788 - Y : 6 833 203
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de Dinan-Agglomération relié à la STEP de Lanvallay

Article 3.2.2 : Déclenchement du portique de détection de la radioactivité

L'exploitant met en place une procédure établissant les mesures à prendre en cas de déclenchement des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. L'exploitant organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'ANDRA de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé ou un contenant adapté fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, suite à l'isolement d'une source radioactive, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Article 3.2.3 : Gestion post-accidentelle

En cas de sinistre à l'origine d'émission significative de fumées à l'atmosphère, un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci est réalisé en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.

A cet effet, il tient à jour une liste des substances de décomposition d'un éventuel incendie de la fosse de déchets.

Ces mesures font l'objet d'un rapport d'évaluation des effets différés de polluants dans l'environnement et de recommandations relatives à la gestion des pollutions en fonction des effets évalués.

TITRE 4 - PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O₂ de 11 %.

CHAPITRE 4.1 – Conception des installations

Article 4.1.1 : Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	capacité	Combustible
Conduit N° 1	Ligne L 1	7t/h	Déchets non-dangereux
Conduit N°2	Ligne L1 Bis	14 t/h	Déchets non- dangereux

Les fumées issues des fours transitent dans un réacteur pour :

- le traitement des acides et composés soufrés via l'injection de bicarbonate de soude ou réactif équivalent,
- la réduction du mercure et des dioxines/furanes par l'injection de coke de lignite ou réactif équivalent.

Les effluents sont ensuite envoyés dans un filtre à manches permettant l'abattement des composées particulaires.

A la sortie du filtre à manches, les fumées sont réchauffées jusqu'à température permettant un fonctionnement optimal de l'unité de traitement des oxydes d'azote grâce à la combinaison d'une injection dans les fumées d'eau ammoniacale vaporisée et du passage des fumées à travers un catalyseur.

Article 4.1.2 : Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	42	1,2	36220	12
Conduit N° 2	42	1,75	72140	12

CHAPITRE 4.2 – Limitation des rejets

Article 4.2.1 : Maîtrise des rejets

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les équipements et automatismes constituant la chaîne de surveillance des rejets atmosphériques et d'alarmes font l'objet d'une documentation de leurs caractéristiques et de leur fonctionnement, d'une maintenance préventive et de test périodiques d'efficacité. Les opérations de maintenance, d'entretien et de vérification sont enregistrées.

Le maintien dans le temps des performances des équipements impliqués dans la chaîne de surveillance des rejets atmosphériques et d'alarmes est périodiquement interrogée et donne lieu, si nécessaire à une remise à niveau.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 4.2.2 : Propreté émissions diffuses et envol des poussières

Le site et les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés.

Afin de réduire les envols de poussières :

- les transports de produits pulvérulents sont capotés,
- les stockages de REFIOM et de réactifs de traitement de fumées sont confinés,
- après la mise en service de la nouvelle plateforme de traitement des mâchefers, les mâchefers et matériaux alternatifs sont stockés à l'abri des intempéries.

Article 4.2.3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Émissions canalisées

Les points de rejets doivent être aménagés de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention des organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètres	Numéro CAS	Conduit n°1 Débit nominal sec à 11% O ₂ : 36220 Nm ³ /h				
		Concentrations demi-heures en mg/Nm ³	concentrations journalières en mg/Nm ³		Flux en kg/j	Flux en kg/an
			Période OTNOC ¹ en R-EOT ²	période NOC ³		
CO	630-08-0	(*) ⁴	30	30	23,9	7966
COT		20	10	10	8	2655
NOx en eq NO ₂	10102-44-0	300	80	80	64	21242
SO ₂	7446-09-05	200	50	40	32	10621
HCl	7647-01-0	60	8	8	6,4	2124
HF	62788-11-4	4	1	1	0,8	265
NH ₃	7664-41-7		10	10	8	2655
Cd+Tl			0,05	0,02	0,02	5,3
Sb+As+Pb+Cr+ Co+Cu+Mn+Ni+V			0,5	0,3	0,24	80
Hg	7439-97-6		0,05	0,02	0,02	5,3
poussières		30	5	5	4	1328
PCDD/F			0,1 ng I-TEQ/Nm ³	0,08 ng I-TEQ/Nm ³	6.10 ⁻⁵ g/j	2,1.10 ⁻² g/an

Paramètres	Numéro CAS	Conduit n°2 Débit nominal sec à 11% O ₂ : 72 140 Nm ³ /h				
		Concentrations demi-heures en mg/Nm ³	Concentrations journalières en mg/Nm ³		Flux en kg/j	Flux en kg/an
			Période OTNOC	période NOC		
CO	630-08-0	(*) ⁴	(*)	30	52	17530
COT		20		10	17	5843
NOx en eq NO ₂	10102-44-0	300		80	138	46746
SO ₂	7446-09-05	200		30	52	17530
HCl	7647-01-0	60		6	10	3506
HF	62788-11-4	4		1	2	584
NH ₃	7664-41-7			10	17	5843
Cd+Tl				0,02	0,04	11,7
Sb+As+Pb+Cr+Co +Cu+Mn+Ni+V			(*)	0,3	0,5	175
Hg	7439-97-6			0,02	0,04	11,7
poussières		30		5	9	2921
PCDD/F				0,06 ng I-TEQ/Nm ³	1.10 ⁻⁴ g/j	3,5.10 ⁻²

(*) En dehors des indisponibilités des moyens de traitement visés à l'article 4 3 2, les valeurs limite d'émission en OTNOC sont celles fixées par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

1 OTNOC : Conditions de fonctionnement autres que normales

2 R-EOT : Relevant effective operating time (combustion de déchets)

3 NOC : Conditions de fonctionnement normales

4 Durant le fonctionnement, la concentration en monoxyde de carbone dans les gaz de combustion ne dépasse pas 150 mg/Nm³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 min ou 100 mg/Nm³ de gaz de combustion de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures

CHAPITRE 4.3 - SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

Article 4.3.1 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets des conduits n°1 et n°2 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence de surveillance	Fréquence de transmission
Température	Continu	mensuelle
Débit des gaz	Continu	mensuelle
Oxygène (O2)	Continu	mensuelle
Vapeur d'eau	Continu	mensuelle
Poussières totales	Continu	mensuelle
Monoxyde de carbone	Continu	mensuelle
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimée en COT	Continu	mensuelle
Dioxyde de SO2	Continu	mensuelle
Oxydes d'azote en NOX	Continu	mensuelle
Ammoniac (NH3)	Continu	mensuelle
Chlorure d'hydrogène (HCl)	Continu	mensuelle
Fluorure d'hydrogène (HF)	Continu	mensuelle
Mercure (Hg)	Continu	mensuelle
dioxines/furanes	semi-continu	mensuelle
PCB dioxines like	Semi- continu	mensuelle
Benzo(a)pyrène	ponctuelle	annuelle
Métaux métalloïdes à l'exception du Hg, As, Cd, Co, Cr, , Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V)	ponctuelle	semestrielle
PBDD/PBDF	ponctuelle	semestrielle

En application de l'article L.229-5 du code de l'environnement, l'exploitant doit procéder à la surveillance et la déclaration de ses émissions de CO₂.

A ce titre, le plan de surveillance des émissions de CO₂ est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars 2025.

Article 4.3.2 : Indisponibilités des dispositifs de traitement

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'installation d'incinération, de traitement des effluents gazeux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées par le présent arrêté ne peut excéder 4 heures sans interruption.

Le cumul annuel des indisponibilités dans ces conditions est de 60 heures. Le calcul s'effectue sur une année calendaire.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre les valeurs limites d'émissions fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimée en carbone organique total ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives aux niveaux d'incinération (température de combustion) à atteindre doivent être respectées.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'installation d'incinération, de traitement des effluents gazeux et atmosphériques et du respect des valeurs limites d'émission pour les poussières, le monoxyde de carbone et pour les substances organiques.

Article 4.3.3 : Indisponibilité des moyens de mesures

a) Dispositifs de mesures en semi-continu

Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité comprenant les arrêts, les dérèglements ou les défaillances techniques des dispositifs de mesures en semi-continu des effluents atmosphériques ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. Le calcul s'effectue sur année calendaire.

b) Dispositifs de mesure en continu

Le temps cumulé d'indisponibilité comprenant les arrêts, les dérèglements ou les défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents atmosphériques ne peut excéder 60 heures cumulées sur une année. Le calcul s'effectue sur année calendaire. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder 10 heures sans interruption. Au-delà de ces 10 heures en continu d'indisponibilité, l'installation est mise à l'arrêt jusqu'à ce que l'exploitant soit de nouveau en mesure de contrôler la ou les substances concernées. Au-delà des 60 heures cumulées sur une année calendaire, l'installation est mise à l'arrêt jusqu'à ce que les travaux de remise en état des équipements de mesures aient été effectués.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu.

Article 4.3.4 : Maintenance des dispositifs d'analyses en continu et semi-continu

Un programme de maintenance garantissant le bon fonctionnement des dispositifs de mesure en continu et semi-continu est établi par l'exploitant.

Les opérations de maintenance font l'objet d'une traçabilité (date, nature des défaillances, détail des mesures correctives prise, recommandation).

Article 4.3.5 : Contrôle des dispositifs de mesure en continu

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu sont soumis à un contrôle et à un essai annuels de vérification selon les guides d'état de l'art et normes en vigueur. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées ou disposant de l'accréditation par le comité français d'accréditation (COFRAC).

Article 4.3.6 : Mesures comparatives

En application de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié et de l'article 2.2.2 de l'arrêté ministériel du 21/01/2021 susvisés, l'exploitant fait procéder semestriellement à des mesures réglementaires par un organisme agréé, ou accrédité pour les paramètres mentionnés à l'article 4.3.1 du présent arrêté.

Article 4.3.7 : Transmission des résultats

L'exploitant établit et transmet à l'inspection des Installations Classées, à la fin de chaque mois calendaire, un rapport de synthèse reprenant pour le mois précédent :

- les résultats des mesures et analyses précisées à l'article 4.3.1 dans les conditions permettant d'évaluer le respect des valeurs limites de rejet au sens de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002;
- les niveaux d'activités de l'établissement;
- les indisponibilités visées aux articles 4.3.2 et 4.3.3 ci-dessus
- les périodes OTNOC visées au point 3.5 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 21/01/2021 susvisé ;
- les commentaires sur les dysfonctionnements, les dépassements de normes constatés, les mesures correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'exploitant transmet à l'inspection les rapports des contrôles effectués en application des articles 4.3.5 et de l'article 4.3.6 dès leur réception.

TITRE 5 - SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Afin de maîtriser les émissions atmosphériques et de suivre leurs effets, une surveillance environnementale autour des installations autorisées est réalisée selon les modalités définies dans les articles ci-après.

Article 5.1. : Campagne de mesures de l'air ambiant

La première campagne est programmée 1 an après la mise en service des installations préalablement déclarée à l'inspection dans les conditions de fonctionnement en pleine capacité (ligne 1 : 7 t/h et ligne 1B : 14 t/h).

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution au moins horaire. La station météorologique est installée et utilisée selon les bonnes pratiques de Météo France : à une hauteur de 10 m du sol en dehors de toute influence topographique et/ ou des bâtiments. Les données météorologiques provenant d'une station de Météo France ne sont utilisées que si leur représentativité a été démontrée.

Les modalités de contrôle suivent les guides l'état de l'art et se conforment aux méthodes normalisées en vigueur dans les guides de références et la réglementation applicable.

Ces contrôles sont effectués sur l'ensemble des polluants analysés dans l'étude d'impact sanitaire et au droit des points de prélèvements suivants : les points P1 à P12 de l'ERS (étude des risques sanitaires), cartographié à l'annexe 7 du présent arrêté.

Article 5.2. : Rapport sur la campagne de mesure dans l'air ambiant

Un rapport sur la campagne de mesure est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la fin des prélèvements.

Il comprend notamment :

- les résultats des mesures de surveillance environnementale ;
- la présentation du site dans son contexte environnemental ;
- le positionnement des différents points de prélèvement ;
- les protocoles de prélèvements et analyses utilisés en précisant les normes si elles sont disponibles et les limites de quantification ;
- une comparaison des résultats de mesures :
 - aux valeurs réglementaires et/ou aux valeurs guides disponibles et/ou aux référentiels locaux ou nationaux ,
 - entre les points impactés et les points témoins au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne,
 - par rapport à l'état initial et aux différentes campagnes déjà réalisées ;
- l'interprétation des résultats obtenus au regard de l'activité du site ;
- en cas d'anomalies (dont l'impossibilité de réaliser certaines mesures), des explications sur leur origine et les actions correctives menées ou prévues pour y remédier.

Article 5.3. : Surveillance des retombées atmosphériques

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement selon le protocole proposé par l'exploitant .Il est mis en œuvre dans les conditions minimales suivantes :

MATRICES	Collecteurs de précipitation	Collecteurs de précipitation
PARAMETRES	Dioxines/furannes	Métaux visés à l'article 4.2.3 du présent arrêté
NOMBRE DE POINTS DE CONTROLE	6 (*)	6 (*)
PERIODICITE	1/an	1/an

(*): dont 5 sous les retombées de l'usine et 1 "blanc"

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les prélèvements sont réalisés au droit des points suivants cartographiés en annexe 7 du présent arrêté. :

- P1 (riverain au Nord Est du site-cible de l'ERS),
- P2 (riverain au Nord du site-cible de l'IEM),
- P3 (riverain au Sud Ouest du site-cible de l'IEM),
- P4 (riverain en limite du site-cible de l'IEM),
- P5 (riverain au Sud Est-cible de l'IEM),
- P5 (point témoin des jauges OWEN au Nord Ouest en dehors des vents dominants)

Dès réception, les résultats sont transmis à l'inspection des Installations Classées.

Ces mesures sont reconduites chaque année. Les résultats font l'objet d'interprétation et d'une conclusion sur l'impact environnemental de l'activité du site.

En fonction de l'interprétation des résultats d'analyses réalisée en application de l'article 5.1, les modalités de surveillance des retombées atmosphériques pourront être révisées.

TITRE 6 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 6.1 – Prélèvement et consommation d'eau

Article 6.1.1 : Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement journalier	Prélèvement maximal Annuel	
				Débit maximal (m3/j)	(m3/an)	Ratio (m3/tonnes incinérées)
Eau souterraine Code BSS BSS004DKZX	Bassin versant Rance-Frémur	GG014	X : 325923,77 Y: 6832954,44	480	26 000	0,17
Réseau d'eau			X: 326034,83 Y: 6833018,25	4	560	

Article 6.1.2 : Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Le site est équipé d'un forage de 151 mètres de profondeur pour les besoins en eau industrielle de l'activité.

Le forage en nappe alimentant les installations doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux forages relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature « loi sur l'eau » ainsi que les prescriptions suivantes.

L'implantation du forage est interdite à moins de 35 mètres de toute source de pollution potentielle (stockage de produits dangereux...).

La cimentation annulaire est obligatoire, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel, elle assurée sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité, la cimentation doit être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et être effectué de façon homogène sur toute la hauteur ;

Les tubages sont en PVC ou tout autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum, ils sont crépinés.

Par ailleurs, une protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage de 0,3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté munie d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élève d'au moins 0,5 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe ne doit pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devant pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée est munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

Le forage est équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

Le prélèvement ne doit pas provoquer un assèchement des puits et forages voisins.

CHAPITRE 6.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Article 6.2.1 : Description de la gestion des eaux

Les effluents industriels sont constitués des effluents réceptionnés dans la lagune n°1, définies au PRI N°2 et N°3.

Aucun effluent industriel n'est rejeté au milieu naturel, à l'exception des conditions énoncées au point 3.2.1 du présent arrêté.

Le site dispose des moyens suivants permettant l'utilisation des effluents pour l'arrosage et l'extinction des mâchefers :

- la lagune L1 de 1500 m³,
- la lagune L3 de 2100 m³ dans les conditions de fonctionnement définies à l'article 3.2.1,
- un stockage tampon dans le bâtiment d'incinération,
- une vanne d'isolement située en aval hydraulique de la lagune n°3, maintenue en position fermée dans les conditions de fonctionnement autres que celles définies à l'article 3.2.1 pour éviter tout acheminement d'effluent vers la station d'épuration communale.

L'exploitant entretient l'ensemble des installations concourant à la réutilisation des effluents et s'assure de leur pleine capacité.

Article 6.2.2 : Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux pluviales de voiries non polluées et eaux de toitures des bâtiments dédiés à l'incinération, du groupe turbo alternateur n°1 et du bâtiment de stockage des graves de mâchefers dirigées vers le bassin d'orage d'un volume de 1000 m³.
- eaux de ruissellement de la plateforme de mâchefers dirigées vers la lagune 1,
- eaux de toitures du bâtiment de process de la plateforme de mâchefers alimentant la zone humide inventoriée à l'Ouest du site,
- eaux de toitures du bâtiment de réception des mâchefers bruts alimentant la zone humide inventoriée au sud du site,
- eaux de toiture du groupe turbo alternateur n°2 alimentant la zone humide inventoriée au Sud du site,
- eaux usées issues du traitement des eaux de prélèvement du forage rejetées dans la lagune n°1.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes (PRE) qui présentent les caractéristiques suivantes :

Codification point de rejet	PRE N°1 - REJETS LAGUNES (rejet exceptionnel)
Coordonnées (Lambert 93)	X : 325 788 - Y : 6 833 203
Nature des effluents	Eaux pluviales issues de la lagune 3
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de Dinan-Agglomération relié à la STEP de Lanvally
Type de rejet	Rejet indirect dans masse d'eau réceptrice (effluent traité sur la STEP de Lanvally)

Codification point de rejet	PRE N°2 - REJETS EAUX PLUVIALES
Coordonnées (Lambert 93)	X : 325 716 - Y : 6 833 140
Nature des effluents	Eaux pluviales propres transitant par le bassin d'orage
Type de rejet	Rejet direct dans masse d'eau réceptrice (milieu naturel)

Codification point de rejet	PRE N°3 - REJETS EAUX USÉES
Coordonnées (Lambert 93)	X : 325 781 - Y : 6 833 207
Nature des effluents	Eaux usées sanitaires
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de Dinan-Agglomération relié à la STEP de Lanvally
Type de rejet	Rejet indirect dans masse d'eau réceptrice (effluent traité sur la STEP de Lanvally)

La localisation des points de rejet externes figure en annexe 3 du présent arrêté.

Les réseaux de collecte des effluents générés en interne par l'établissement aboutissent aux points de rejet internes (PRI) qui présentent les caractéristiques suivantes :

Codification point de repère	PRI N°2 - REJET EAUX INDUSTRIELLES
Coordonnées (Lambert 93)	X : 325 911 - Y : 6 833 016
Nature du flux	Eaux sortie forage, eaux sortie station déminéralisation, eaux sortie puits mâchefers, eaux de lavage des zones techniques, eaux de purges.
Exutoire du flux	Lagune n°1

Codification point de repère	PRI N°3 - SORTIE PLATEFORME MÂCHEFERS
Coordonnées (Lambert 93)	X : 325 890 - Y : 6 833 016
Nature du flux	Eaux de ruissellement de la plateforme mâchefers
Exutoire du flux	Lagune n°1
Dispositions particulières	Ces eaux transitent par un bassin de décantation et le débourbeur/déshuileur avant rejet en lagune.

Codification point de repère	PRI N°4 - POMPAGE EAU DE FORAGE
Coordonnées (Lambert 93)	X : 325 920 - Y : 6 832 953
Nature du flux	Eaux de forage brute
Exutoire du flux	Station de traitement de l'eau de forage
Dispositions particulières	Ces eaux sont pompées à 151 m de profondeur

Codification point de repère	PRI N°5 - COMPTAGE EAU DE FORAGE
Coordonnées (Lambert 93)	X : 325 916 - Y : 6 830 002
Nature du flux	Eaux de forage brute
Exutoire du flux	Station de traitement de l'eau de forage
Dispositions particulières	Point de prélèvement et de comptage de l'eau de forage

CHAPITRE 6.3 - Relevé des prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.4 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

L'exploitant procède à la surveillance des eaux souterraines dont les modalités sont établies ci-dessous.

Article 6-4-1 : Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

L'exploitant surveille et entretient les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter

la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Article 6.4.2 : Localisation des ouvrages de contrôle

Dans le cadre de la surveillance de l'impact des installations sur les eaux souterraines, un dispositif de contrôle de la qualité des eaux souterraines est mis en place.

La localisation des piézomètres constituant ce dispositif figure en annexe 4 du présent arrêté.

Article 6.4.3 : Surveillance de l'impact de l'exploitation sur les eaux souterraines

Dans le cadre de cette surveillance, l'exploitant procède à des prélèvements pour analyse au minimum deux fois par an en périodes de hautes-eaux et de basses-eaux au droit des piézomètres PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5, PZ6, PZ7, PZ8, PZ9 et PZ10.

A l'issue de quatre années consécutives de surveillance, l'exploitant réalise un bilan quadriennal des piézomètres suivis comprenant une interprétation et conclusion sur l'impact éventuel de l'activité des installations exploitées sur site. Ce rapport est adressé à l'inspection des installations classées.

Les modalités relatives à la surveillance piézométrique pourront être révisées en fonction des conclusions du bilan quadriennal.

La localisation de ces piézomètres est reprise dans le tableau suivant :

Référence de l'ouvrage	Coordonnées Lambert RGF 93 de l'ouvrage	
	x	y
PZ1	325914	6833156
PZ2	325677	6833254
PZ3	325365	6833055
PZ4	325739	6832943
PZ5	325583	6832654
PZ6	325648	6832525
PZ7	325407	6832666
PZ8	325936	6832929
PZ9	326014	6832952
PZ10	326033	6832989

Article 6.4.4 : Surveillance de l'étanchéité de la fosse de déchets

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'exploitation de la fosse de déchets.

A cet effet, il met en place une surveillance de la qualité des eaux du dispositif de drainage sous la fosse, dont la fréquence minimale est semestrielle. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de pollution détectée, l'exploitant fait procéder à une vidange et une réparation de la fosse.

Dans le cadre de cette surveillance, il procède également à une campagne d'analyse au minimum deux fois par an en périodes de hautes-eaux et de basses-eaux au droit des piézomètres PF1 et PZ8.

La localisation de ces piézomètres est reprise dans le tableau suivant :

Référence de l'ouvrage	Coordonnées Lambert RGF 93	
	x	y
PF1	325936	6832929
PZ8	325936	6832929

Article 6.4.5 : Surveillance de l'impact de l'ancien stockage de déchets sur les eaux souterraines

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact des installations exploitées sur les eaux souterraines.

Dans le cadre de cette surveillance, il procède à des prélèvements pour analyse au minimum deux fois par an en périodes hautes-eaux et basses-eaux au droit des piézomètres ESO1, ESO2 et ESO3.

La localisation de ces piézomètres est reprise dans le tableau suivant :

Référence de l'ouvrage	Coordonnées Lambert RGF 93	
	x	y
ESO1	325712	6833067
ESO2	325733	6832972
ESO3	325639	6832939

Dans l'année qui suit la notification du présent arrêté, les eaux de drainage issues de l'ancien stockage de déchets, font l'objet d'une caractérisation sur les paramètres mentionnés à l'article 6.4.6 du présent arrêté. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.6 : Paramètres surveillés

La surveillance des eaux souterraines visées aux articles 6.4.3, 6.4.4 et 6.4.5 est réalisée sur les paramètres suivants :

Niveau piézométrique	Conductivité à 25°C	pH	
Ammonium	BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes)	Métaux lourds :	
Chlorures		Antimoine	Fer
Fluor	Carbone organique total (COT)	Arsenic	Mercure
Fluorures	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	Baryum	Nickel
Phosphates		Cadmium	Plomb
Sulfate (SO42-)	Hydrocarbures totaux (HCT)	Chrome	Selenium
Indice Phénol		Cuivre	Zinc

CHAPITRE 6.5 - Surveillance des sols

L'exploitant procède à une surveillance décennale des sols par échantillonnage sur les points de sondage suivants :

Zone	Désignation du zonage	Point sondage
Z1	Stockage/dépotage d'ammoniaque	S9, S10, S11
Z2	Stockage/dépotage acide chlorhydrique et soude	S15
Z3	Stockage/dépotage acide chlorhydrique et chlorure ferrique	S13
Z4	Stockage/dépotage bicarbonate de sodium	S12
Z5	Plateforme mâchefers	S2, S3, S4, S5, S6
Z7	Stockage/dépotage soude	S14

L'emplacement des sondages figure dans la cartographie en annexe 5.

Pour chaque échantillon ainsi prélevé, la surveillance décennale des sols porte sur les paramètres suivants :

Hydrocarbures totaux (HCT)	Chlorures solubles
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	Sulfates solubles
Halogènes organiques adsorbables (AOX)	Amiante
Composés organiques halogénés volatils (COHV)	Métaux : arsenic , cadmium, chrome, cuivre, fer , nickel, plomb, zinc, mercure
BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes)	

La première surveillance décennale des sols est réalisée en 2030.

TITRE 7 - MESURES DE RÉDUCTION DE L'IMPACT SUR LA BIODIVERSITÉ

Article 7.1 : Reboisement

Dans l'année qui suit l'achèvement des travaux de modernisation de l'usine, un reboisement est effectué sur une surface totale de 4 900 m² dont 3 800 m² en lieu et place des secteurs déboisés pour les besoins du chantier.

Le reboisement est effectué en particulier sur les zones suivantes défrichées pour les besoins du chantier:

- 1 000 m² au Sud de la ligne 1 bis,
- 1 100 m² au Sud des bassins incendie,
- 1 700 m² à l'Est des bassins incendie.

La localisation et superficie des aires reboisées sont cartographiées en annexe 6 du présent arrêté.

Le reboisement est réalisé à partir d'essences locales dont les plants seront, si possible, labellisés "végétal local".

Une surveillance et un entretien de l'état des zones reboisées est réalisée durant les 5 premières années pour une implantation et une recolonisation pérenne du milieu.

Article 7.2 : Aménagement de la parcelle 1033 section C

Le boisement mixte sur la zone M1 d'une superficie de 0,2 ha et une prairie ouverte sur la zone M2 d'une superficie de 2 400 m² au droit des anciens casiers de stockage situés sur la partie Sud-Ouest du site sont préservés et entretenus conformément aux préconisations du diagnostic écologique du 5 septembre 2011.

La localisation des zones M1 et M2 telles que référencées ci-dessus figure en annexe 2 du présent arrêté.

Article 7.3 : Aménagements des bassins

Les bassins de gestion des eaux sont aménagés de manière à ne plus être des pièges pour la faune. A cet effet, des rampes rugueuses sont notamment installées pour permettre à la faune de sortir des bassins.

Article 7.4 : Création d'une mare écologique (mesure d'accompagnement)

La lagune n°2 fait l'objet d'un curage (en application de l'article 3.1.1 du présent arrêté), d'un reprofilage et d'une étanchéification à partir d'argiles naturelles. La mare est alimentée par des eaux pluviales non polluées.

Article 7.5 : Gestion des espèces envahissantes

L'exploitant met en place un programme de gestion de l'herbe pampa, espèce exotique envahissante identifiée dans l'étude faune flore.

Il est procédé à l'arrachage des pieds dès que cela est possible.

Article 7.6 : Suivi de la biodiversité

L'exploitant met en place un suivi de la biodiversité 1 an, 3 ans et 5 ans après la mise en service, ciblant les espèces à enjeux identifiés lors de l'état initial.

Ce suivi inclut :

- Périodes de suivi :
 - Avril pour l'avifaune nicheuse,
 - Mai-juin pour l'avifaune nicheuse et les reptiles,
 - Juillet-août pour les reptiles.
- Indicateurs : présence et effectifs des espèces à enjeux.
- Objectif : maintenir les populations observées dans des conditions similaires à l'état initial.

Les résultats, accompagnés d'analyses et, si nécessaire, de propositions de mesures correctives, seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.7 : Zones humides

La zone humide inventoriée à l'Ouest du site est alimentée par les eaux pluviales de toitures du bâtiment de process et de la plateforme de mâchefers.

La zone humide inventoriée au Sud du site est alimentée par les eaux de toiture du groupe turbo-alternateur et du bâtiment de réception des mâchefers brut.

L'exploitant établit un programme de surveillance d'une durée de 10 ans à compter de la fin des travaux, de la zone humide d'environ 5700 m² identifiée dans l'environnement du site en aval du projet de reprise en annexe 8 du présent arrêté. Cette surveillance, réalisée par un écologue permet de s'assurer du maintien de la fonctionnalité initiale de ces zones. Elle est basée sur la mise en œuvre de sondages pédologiques et de leur comparaison par rapport à l'état initial.

TITRE 8 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 8.1 - Limitation des niveaux de bruit

Article 8.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1 Limite de propriété Sud	65 dB(A)	55 dB(A)
Point de mesure 2 Limite de propriété Sud Ouest	65 dB(A)	55 dB(A)
Point de mesure 3 Limite de propriété Est	65 dB(A)	55 dB(A)
Point de mesure 4 Limite de propriété Nord Est	54 dB(A)	47 dB(A)
Point de mesure 5 Habitation Lieu dît La Mettrie	54 dB(A)	38 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, dans les zones à émergence réglementée.

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée présentés dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation.

Article 8.1.2 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

TITRE 9 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 9.1 : Dispositions constructives et comportement au feu

Afin de limiter la propagation d'un incendie, le site est compartimenté de la manière suivante.

La fosse de déchets est séparée du procédé d'incinération par un mur REI 120.

Le hall de chargement de la fosse et le local de transit et de broyage du tout venant incinérable sont séparés par une paroi REI 120 sur une hauteur de 4 mètres.

La hauteur de stockage du tout venant incinérable ne dépasse pas 3 mètres.

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des déchets présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R15 ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0.

Article 9.2 : Désenfumage

Les bâtiments abritant les déchets doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m², sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Article 9.3 : Accessibilité des engins de secours

Les voies de circulation internes sont aménagées afin de pouvoir accéder aux différentes zones du site depuis l'entrée principale.

Les voiries et pistes sont dimensionnées de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, notamment l'accès aux réserves incendies et aux installations.

Les voiries principales sont conçues pour supporter le trafic poids-lourd lié à l'installation.

Article 9.4 : Dispositif de rétention et de confinement des déversements et des pollutions accidentelles

1/ Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilée équipés de dispositifs de détection de fuite.

Dispositions spécifiques aux réservoirs

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention permettant de confiner toute fuite éventuelle. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

2/ Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en

place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...).

Leur parcours est aussi Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.

3/ Les aires de dépotage sont étanches et reliées à des rétentions permettant de confiner toute pollution.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.

4/ Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulement susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, cours d'eaux ou milieu naturel.

Dans cet optique, l'exploitant intègre aux consignes de sécurité les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

L'exploitant dispose pour le confinement des eaux d'extinction, la fosse de déchets d'un volume de 1087m³ et d'un bassin de 1250 m³.

Article 9.5 : Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Les mesures de maîtrise des risques (MMR) et les barrières de sécurité prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploités et testés de manière à assurer leur efficacité à tout moment.

Sont considérées comme mesures de maîtrise de risques, les mesures figurant dans l'étude de danger établie par l'exploitant.

Un document listant les mesures de maîtrise des risques figurant au dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document doit indiquer à minima l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance des autres MMR.

En cas d'indisponibilité prévue ou inopinée d'une des barrières de sécurité, l'exploitant met en place une mesure compensatoire permettant d'atteindre un niveau au moins équivalent de sécurité. Cette disposition fait l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

D'un point de vue général, le site est pourvu d'une télésurveillance notamment au droit des différents stockages et de la présence de personnel compétent 24 heures sur 24, pour la détection d'un éventuel incident.

Toute zone de stockage de déchet est également équipé d'un moyen de détection incendie asservi au déclenchement d'une alarme.

Article 9.6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Les besoins en eau d'extinction incendie sont de 360 m³.

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.
- des RIA en nombre suffisant pour intervenir sur les différentes installations,
- des canons automatiques à eau pour la fosse de déchets,
- 1 poteau incendie permettant de délivrer 60 m³/h pendant 2 heures sous 1 bar de pression, localisé à l'entrée du site,
- un réseau de sprinklage au niveau de zone de broyage, stockage de tout venant incinérable et du groupe turbo-alternateur,
- 2 réserves d'eau d'un volume total de 770 m³ situées à l'entrée du site et dédiées au sprinklage,
- une colonne sèche permettant l'arrosage du mur coupe-feu au-dessus de la fosse par un rideau d'eau,
- une zone d'emplacement des moyens aériens au droit du mur coupe-feu au sud du site pour l'utilisation des stations échelles (matérialisée au sol),
- une bâche souple incendie dédié à la Défense Extérieure contre l'Incendie de 240 m³ située à l'Est du site.

TITRE 10 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 10.1 - Description des déchets entrant

Les déchets admissibles sur le site sont repris en annexe 1 du présent arrêté.

Les déchets admis sur le site viennent prioritairement des 4 départements Bretons (Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan).

Des déchets en provenance des départements limitrophes à la Bretagne pourront ponctuellement être admis sur le site dans la limite de 20 % du volume annuel réceptionné sous réserve :

- du respect de la hiérarchie des modes de traitement,
- de l'absence, dans les conditions du moment, de solutions de traitement de proximité,
- du respect des Plans régionaux de prévention et de gestion des déchets du territoire correspondant à l'origine de la production du déchet.

Ces admissions font l'objet d'une information auprès de l'Inspection des installations classées.

A titre exceptionnel, en cas de dysfonctionnement des unités de traitement existantes, sur demande et autorisation du préfet, l'exploitant pourra être autorisé à recevoir plus de 20 % de déchets en provenance des départements limitrophes de la Bretagne.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection les justificatifs correspondants.

CHAPITRE 10.2 - Réception et déchargement des déchets

L'exploitant détermine par pesée la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans son installation.

L'usine est équipée d'un dispositif de détection de la radioactivité permettant le contrôle des déchets admis et des résidus produits.

L'aire de déchargement des véhicules de déchets est entièrement close et maintenue sous dépression.

CHAPITRE 10.3 - Conception des installations de transit

Les déchets et résidus produits entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

La zone dédiée au transit de déchet est équipée d'une aire étanche et aménagée de manière à ce que toutes les eaux de ruissellement soient confinées sur le site.

Les déchets dangereux sont entreposés à l'abri des intempéries et sont équipés de cuvettes de rétention.

CHAPITRE 10.4 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	19 01 12	Mâchefers
	16 11 01	Déchets de déferrailage
	16 11 03	
	16 11 06	Briques réfractaires
Déchets dangereux	19 01 13	REFIOM Cendres volantes
	19 11 05* - 19 08 02	Effluents de curage de débourbeurs deshuileurs

CHAPITRE 10.5 - Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets produits entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux :	
Mâchefers	30 000 t
Déchets issus du déferailage	150 t
Refus de tri de traitement des mâchefers	
Déchets dangereux :	
REFIOM	260 m3

CHAPITRE 10.6 - Surveillance des REFIOM

L'exploitant fait procéder trimestriellement à un test de lixiviation des REFIOM produits. Ce test est réalisé conformément aux normes en vigueur sur un échantillon représentatif de la qualité du déchet.

CHAPITRE 10.7 - Gestion des mâchefers d'incinération

Article 10.7.1 : Organisation du transit et du traitement

Les mâchefers sont disposés à l'abri des intempéries sur une surface étanche permettant de récupérer les eaux de ruissellement, durant leur maturation, leur traitement et dans l'attente de leur valorisation en technique routière.

L'entreposage des mâchefers tout au long de leur traitement est organisé de manière à éviter tout mélange de lot.

En vue de la valorisation des mâchefers d'incinération de déchets non-dangereux, le site est équipé des moyens techniques permettant :

- l'extraction des matériaux ferreux ;
- l'extraction des matériaux non-ferreux ;
- le criblage ;
- le broyage.

Article 10.7.2 : Caractérisation des mâchefers

10.7.2.1 Définition des lots

La période de constitution d'un lot périodique des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) est d'un mois. Un plan de gestion des lots est établi, tenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection.

Les lots périodiques de MIDND qui peuvent être recyclés au sein d'ouvrages routiers sont les lots périodiques servant à l'élaboration de matériaux alternatifs et de matériaux routiers dont les caractéristiques mécaniques sont conformes aux normes et spécifications d'usage en vigueur concernant les usages routiers et dont les caractéristiques environnementales respectent les critères de recyclage définis à l'annexe de l'arrêté ministériel du 18/11/2011 modifié susvisé.

10.7.2.2 Interdiction sur les lots

Dans le but de satisfaire aux dispositions du présent arrêté, il est interdit de procéder à :

- un mélange de MIDND issus des lots périodiques différents,
- une dilution de MIDND avec d'autres substances ou objets,
- une stabilisation de MIDND

10.7.2.3 Etude et évaluation à effectuer

Les analyses nécessaires à la caractérisation des mâchefers sont réalisées par un organisme tiers compétent dans un délai d'un mois à compter de la constitution d'un échantillon.

Les méthodes d'analyse sont choisies de manière à ce que les limites de détection et de quantification associées permettent de positionner sans ambiguïté les résultats avec les valeurs limites des paramètres analysés, conformément à l'état de l'art.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de différents lots de mâchefers dans le seul but de satisfaire aux critères de recyclage.

L'exploitant procède à l'étude du comportement à la lixiviation et à l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, nécessaires à la vérification des critères de recyclage mentionnés au 2° et au 3° de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18/11/2011 susvisé, pour tout lot d'un même matériau alternatif. Si l'exploitant dispose déjà de l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, il n'est pas tenu de réaliser de nouveau cette évaluation.

Les documents susvisés et les résultats des analyses réalisées sur les lots de mâchefers valorisés sont tenus à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

10.7.2.4 Échantillonnage

L'exploitant établit une procédure d'échantillonnage qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection.

La procédure d'échantillonnage concerne tout lot d'un même matériau alternatif ainsi que tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant des matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés.

La procédure d'échantillonnage obéit aux règles d'échantillonnage de la matière. Elle est définie de manière à donner à chaque élément présent dans le matériau la même probabilité de se trouver dans l'échantillon que celle qu'il a dans le lot initial.

10.7.2.5 Paramètres à analyser

Les paramètres à analyser sont ceux figurant dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 18/11/2011 susvisés.

Préalablement à l'utilisation en technique routière, chaque lot de mâchefers fera l'objet d'une appréciation de sa qualité par un échantillonnage adéquat ou une analyse.

CHAPITRE 10.8 - Valorisation des mâchefers

La durée de stockage dans l'installation des matériaux alternatifs ne peut excéder trois ans sur le site. La capacité maximale de matériaux alternatifs élaborés présents à tout moment sur le site ne doit pas excéder 30 000 tonnes.

Dans le cadre de la valorisation des mâchefers d'incinération du site, l'exploitant se conforme aux prescriptions suivantes :

Article 10.8.1 : Valorisation des mâchefers traités en technique routière

Les utilisations possibles des mâchefers valorisables en technique routière, ainsi que leurs modalités de mise en œuvre, sont celles décrites dans l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 susvisé, et conformes à l'état de l'art en vigueur (guide technique, note ministériel).

Les mâchefers ne sont délivrés qu'à des entreprises qui mettent elles-mêmes en œuvre ces produits.

Article 10.8.2 : Valorisation des mâchefers traités en opération d'aménagement

La valorisation des mâchefers en opération d'aménagement devra être réalisée conformément à l'article L.541-32 du code de l'environnement.

Pour chaque chantier l'exploitant devra donc être en mesure de démontrer :

- l'utilité effective de l'opération en tant qu'opération de valorisation,
- la valorisation des mâchefers conformément aux usages prévus par l'état de l'art en vigueur

L'utilisation des mâchefers doit notamment se faire :

- en dehors des zones inondables et à une distance minimale de 50 cm des plus hautes eaux cinquantennales ou, à défaut, des plus hautes eaux connues ;

- à une distance minimale de 30 mètres de tout cours d'eau, y compris les étangs et les lacs. Cette distance est portée à 60 mètres si l'altitude du lit du cours d'eau est inférieure de plus de 20 mètres à celle de la base de l'ouvrage et dans les zones désignées comme zone de protection des habitats des espèces, de la faune et de la flore sauvages en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement ;
- en dehors des périmètres de protection rapprochée des captages d'alimentation en eau potable ;
- en dehors des zones couvertes par une servitude d'utilité publique instituée, en application de l'article L. 211-12 du code de l'environnement, au titre de la protection de la ressource en eau ;
- en dehors des parcs nationaux ;
- en dehors des zones de karsts affleurants.

Dans le cas où l'opération de valorisation n'est pas conforme aux usages prévus par l'état de l'art en vigueur (note, guide ...), l'exploitant devra réaliser, en plus, une évaluation environnementale et sanitaire, démontrant la compatibilité de l'opération de valorisation, avec l'usage prévu.

Les mâchefers ne sont délivrés qu'à des entreprises qui mettent elles-mêmes en œuvre ces produits.

Les justificatifs des aménagements réalisés et permettant de s'assurer que l'ensemble des étapes de réalisation des travaux déterminant les opérations de recouvrement ou de revêtement (tel que le définit les guides en vigueur) à considérer ont bien été mis en œuvre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées (dossier d'ouvrage...).

Article 10.8.3 : Registre et traçabilité des déchets

L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau valorisable en opération d'aménagement quittant l'installation :

- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau valorisable ;
- le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux d'aménagement ;
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux d'aménagement ;
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux d'aménagement ;
- la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau valorisable ;
- la quantité de matériau valorisable quittant l'installation ;
- la date de sortie de l'installation ;
- l'usage effectif ;
- le libellé et les coordonnées GPS du chantier.

Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10.8.4 : Assurance qualité

Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux d'aménagement et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant pour s'assurer du respect dans le temps des conditions réglementaires et de l'état de l'art susmentionné.

Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10.8.5 : Fiche environnementale

Avant la livraison sur le chantier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau valorisable, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux d'aménagement une fiche de données environnementales indiquant :

- les usages autorisés, conformément à l'état de l'art, et compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau valorisable et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ;
- les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'opération d'aménagement, ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau valorisable.

Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants. Les paramètres à analyser sont ceux mentionnés dans l'état de l'art en vigueur.

TITRE 11 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Article 11-1 : Publicité

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Taden et peut y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de Taden pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté et à Dinan-Agglomération ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 11-2 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor-1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 11-3: Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la Société DEWEN et transmise au maire de la commune de Taden.

Saint-Brieuc, le 26 FEV. 2025
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Georges SALAÜN

26 FEV. 2025

Georges SALAÜN

ANNEXE 1 : Déchets admissibles sur le site

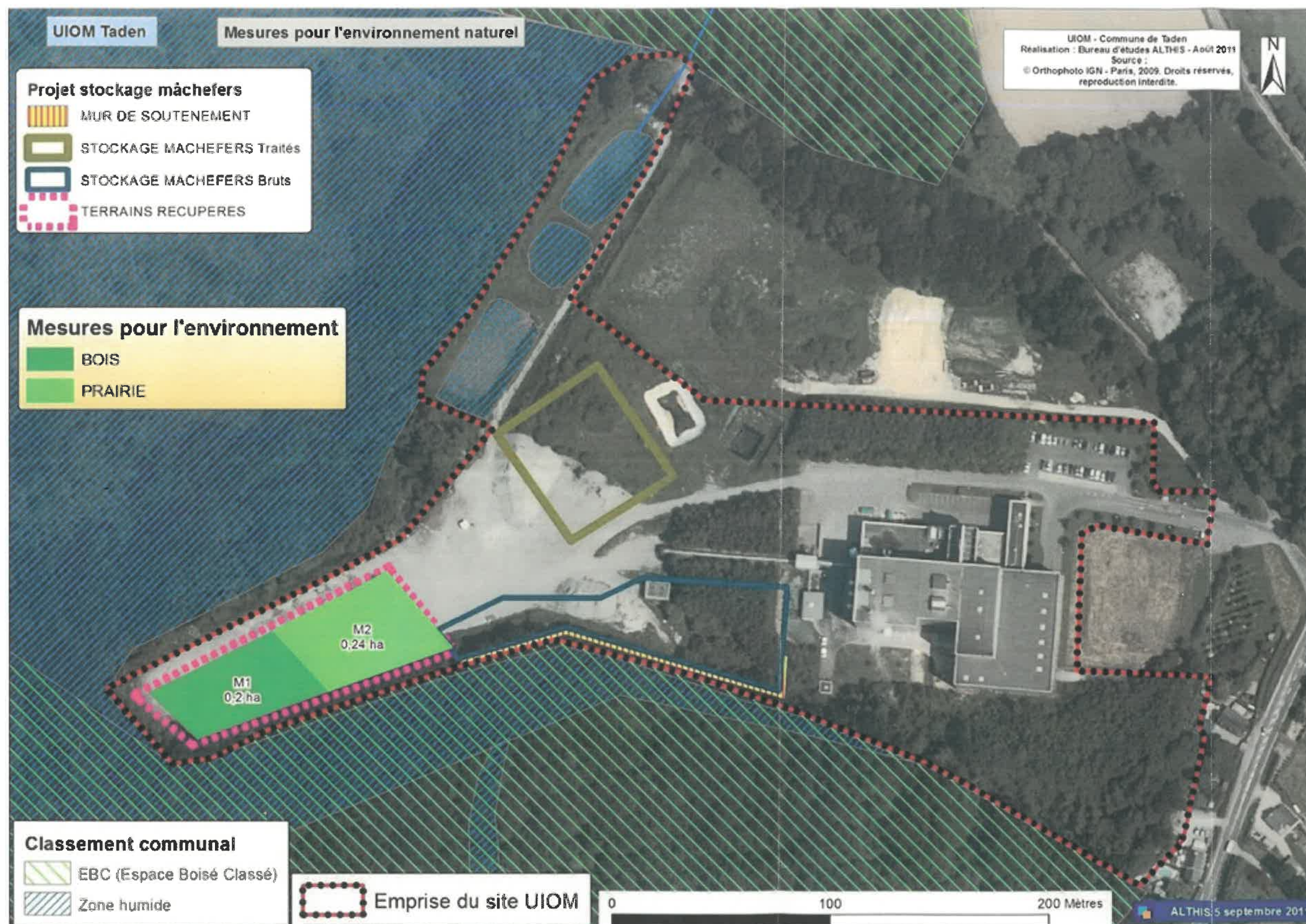
2	DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS
02 01	déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche
02 01 03	déchets de tissus végétaux
02 01 04	déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages)
02 01 99	déchets non spécifiés ailleurs
02 02 03	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 02 99	déchets non spécifiés ailleurs
02 03	déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses
02 03 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 05	déchets provenant de l'industrie des produits laitiers
02 05 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 05 99	déchets non spécifiés ailleurs
02 06	déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie
02 06 01	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 06 99	déchets non spécifiés ailleurs
02 07	déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)
02 07 04	matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 07 99	déchets non spécifiés ailleurs
3	DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON
03 01	déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles
03 01 01	déchets d'écorce et de liège
03 01 05	sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04
03 01 99	déchets non spécifiés ailleurs
03 03	déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier
03 03 01	déchets d'écorce et de bois
03 03 07	refus séparés mécaniquement provenant du broyage de déchets de papier et de carton
03 03 10	refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique
03 03 99	déchets non spécifiés ailleurs
12	DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES
12 01	déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques
12 01 05	déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage
12 01 99	déchets non spécifiés ailleurs
15	EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS
15 01	emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément)
15 01 01	emballages en papier/carton
15 01 02	emballages en matières plastiques
15 01 03	emballages en bois
15 01 04	emballages métalliques
15 01 05	emballages composites
15 01 06	emballages en mélange
15 01 07	emballages en verre
15 01 09	emballages textiles
15 02	absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection
15 02 03	absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02

16	DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE
16 03	loupés de fabrication et produits non utilisés
16 03 06	déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05
17	DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)
17 02	bois, verre et matières plastiques
17 02 01	bois
17 02 03	matières plastiques
18	DÉCHETS PROVENANT DES SOINS MÉDICAUX OU VÉTÉRINAIRES ET/OU DE LA RECHERCHE ASSOCIÉE (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux)
18 01	déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme
18 01 04	déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes)
18 01 09	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08
18 02	déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux
18 02 08	médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 02 07
19	DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL
19 01	déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets
19 01 19	sables provenant de lits fluidisés
19 01 99	déchets non spécifiés ailleurs
19 02	déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (notamment, déchromatation, décyanuration, neutralisation)
19 02 10	déchets combustibles autres que ceux visés aux rubriques 19 02 08 et 19 02 09
19 05	déchets de compostage
19 05 01	fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés
19 05 02	fraction non compostée des déchets animaux et végétaux
19 05 03	compost déclassé
19 05 99	déchets non spécifiés ailleurs
19 06	déchets provenant du traitement anaérobie des déchets
19 06 99	déchets non spécifiés ailleurs
19 08	déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs
19 08 01	déchets de dégrillage
19 08 05	boues provenant du traitement des eaux usées urbaines
19 08 12	boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11
19 08 14	boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13
19 08 99	déchets non spécifiés ailleurs
19 09	déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel
19 09 01	déchets solides de première filtration et de dégrillage
19 09 02	boues de clarification de l'eau
19 09 03	boues de décarbonatation
19 09 99	déchets non spécifiés ailleurs
19 10	déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux
19 10 04	fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celles visées à la rubrique 19 10 03
19 10 06	autres fractions autres que celles visées à la rubrique 19 10 05
19 12	déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs
19 12 01	papier et carton
19 12 04	matières plastiques et caoutchouc
19 12 07	bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06
19 12 10	déchets combustibles (combustible issu de déchets)
19 12 12	autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11
20	DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES

COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT

20 01	fractions collectées séparément (sauf section 15 01)
20 01 01	papier et carton
20 01 02	verre
20 01 08	déchets de cuisine et de cantine biodégradables
20 01 10	vêtements
20 01 11	textiles
20 01 32	médicaments autres que médicaments cytotoxiques et cytostatiques (20 01 31)
20 01 38	bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37
20 01 39	matières plastiques
20 01 40	métaux
20 01 99	autres fractions non spécifiées ailleurs
20 02	déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)
20 02 01	déchets biodégradables
20 02 03	autres déchets non biodégradables
20 03	autres déchets municipaux
20 03 01	déchets municipaux en mélange
20 03 02	déchets de marchés
20 03 03	déchets de nettoyage des rues
20 03 07	déchets encombrants
20 03 99	déchets municipaux non spécifiés ailleurs

ANNEXE 2 : Localisation des zones visées à l'article 7.2



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

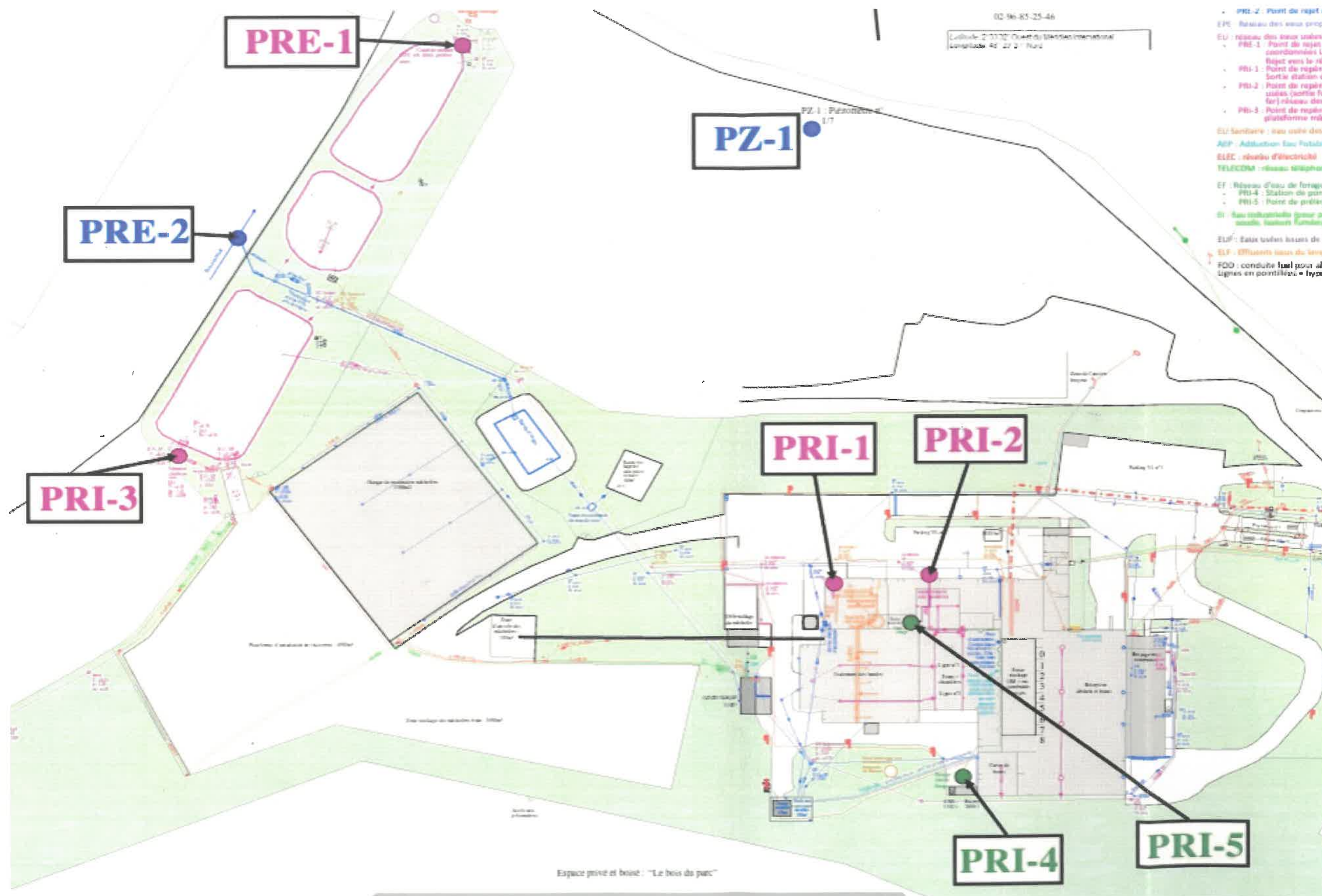
Georges SALAÜN

ANNEXE 3 : Localisation des points de rejet externe (PRE) et des points de repère interne (PRI) visées au chapitre 6.2

Vu pour être annexé
à l'arrêté du 26 FEV. 2025

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Georges SALAÜN



Parcelles SMPRB
Parcelles autres propriétaires
Limite parcellaire
Clôture existante
Clôture créée

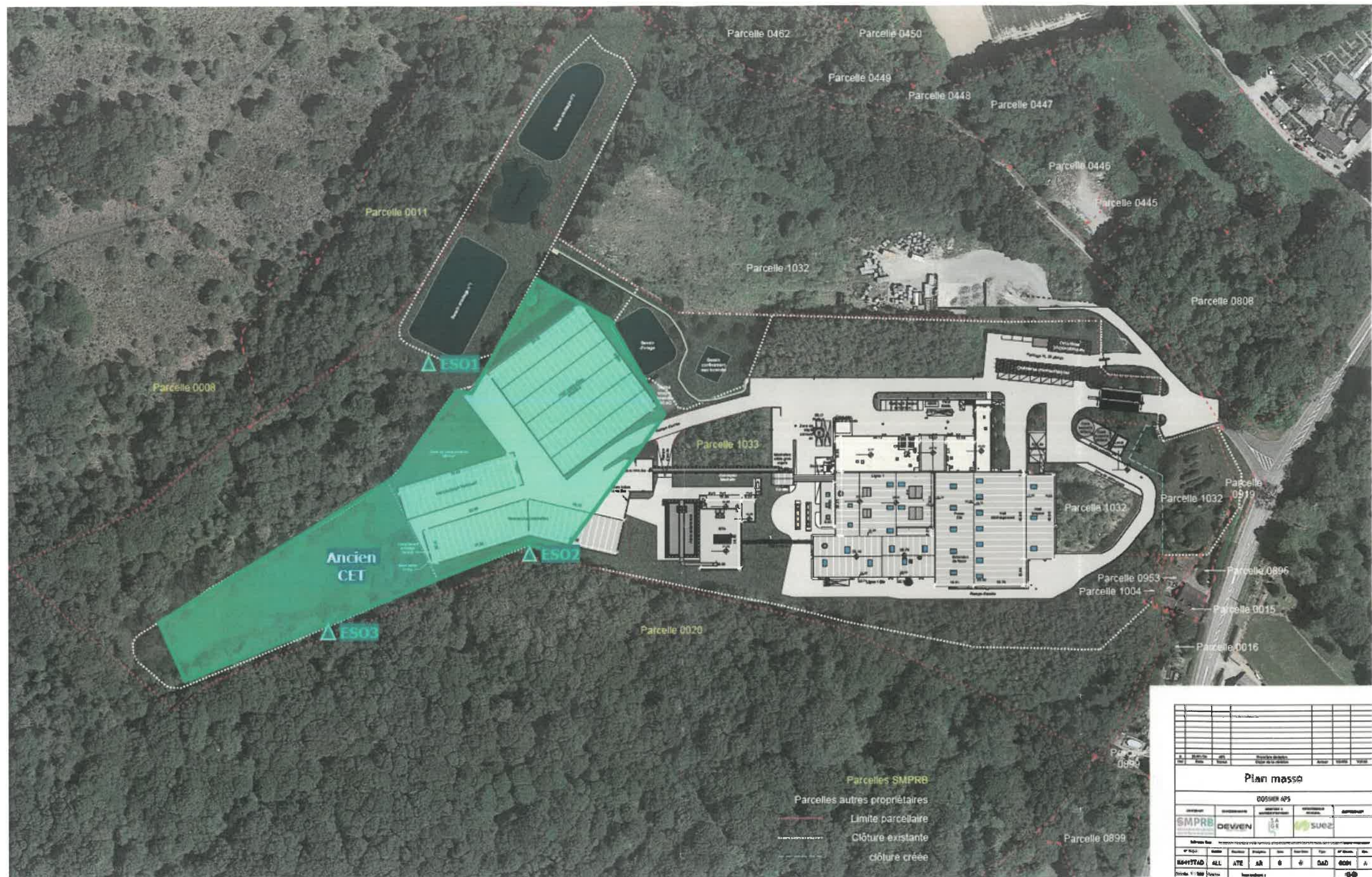
Parcelle 0000
Parcelle 0011
Parcelle 0020
Parcelle 0462
Parcelle 0450
Parcelle 0449
Parcelle 0448
Parcelle 0447
Parcelle 0446
Parcelle 0445
Parcelle 0808
Parcelle 0919
Parcelle 0895
Parcelle 0015
Parcelle 0016
Parcelle 0899
Parcelle 0953
Parcelle 1004
Parcelle 1032
Parcelle 1033

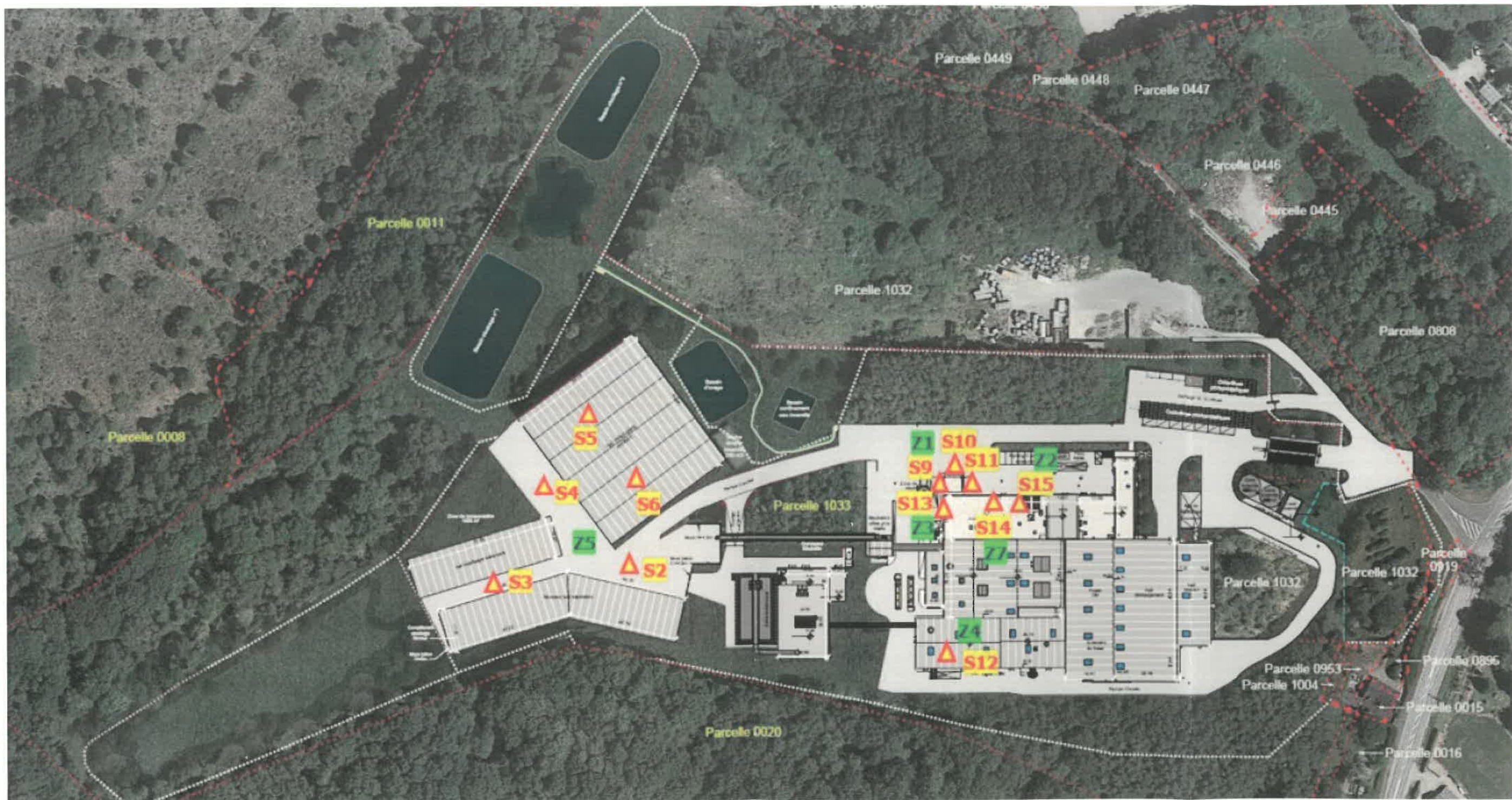
Fosse OMR
PZB

Plan masse

DEVEN
SUEZ

Page 1 sur 1







ANNEXE 5 : Coordonnées et cartographie de l'emplacement des sondages de sols visés au chapitre 6.6

Vu pour être annexé
à l'arrêté du 26 FEV. 2025

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Georges SALAÜN

Référence du sondage	Coordonnées Lambert 93 : X	Coordonnées Lambert 93 : Y
S2	325758	6832987
S3	325715	6833001
S4	325722	6833021
S5	325726	6833050
S6	325760	6833025
S9	325857	6832974
S10	325867	6832976
S11	325867	6832990
S12	325877	6833006
S13	325881	6833019
S14	325892	6833023
S15	325900	6833020

ANNEXE 6 : Cartographie des zones reboisées visées à l'article 71

Vu pour être annexé
à l'arrêté du 26 FEV. 2025


Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Georges SALAÜN



Légende

 Aire d'étude

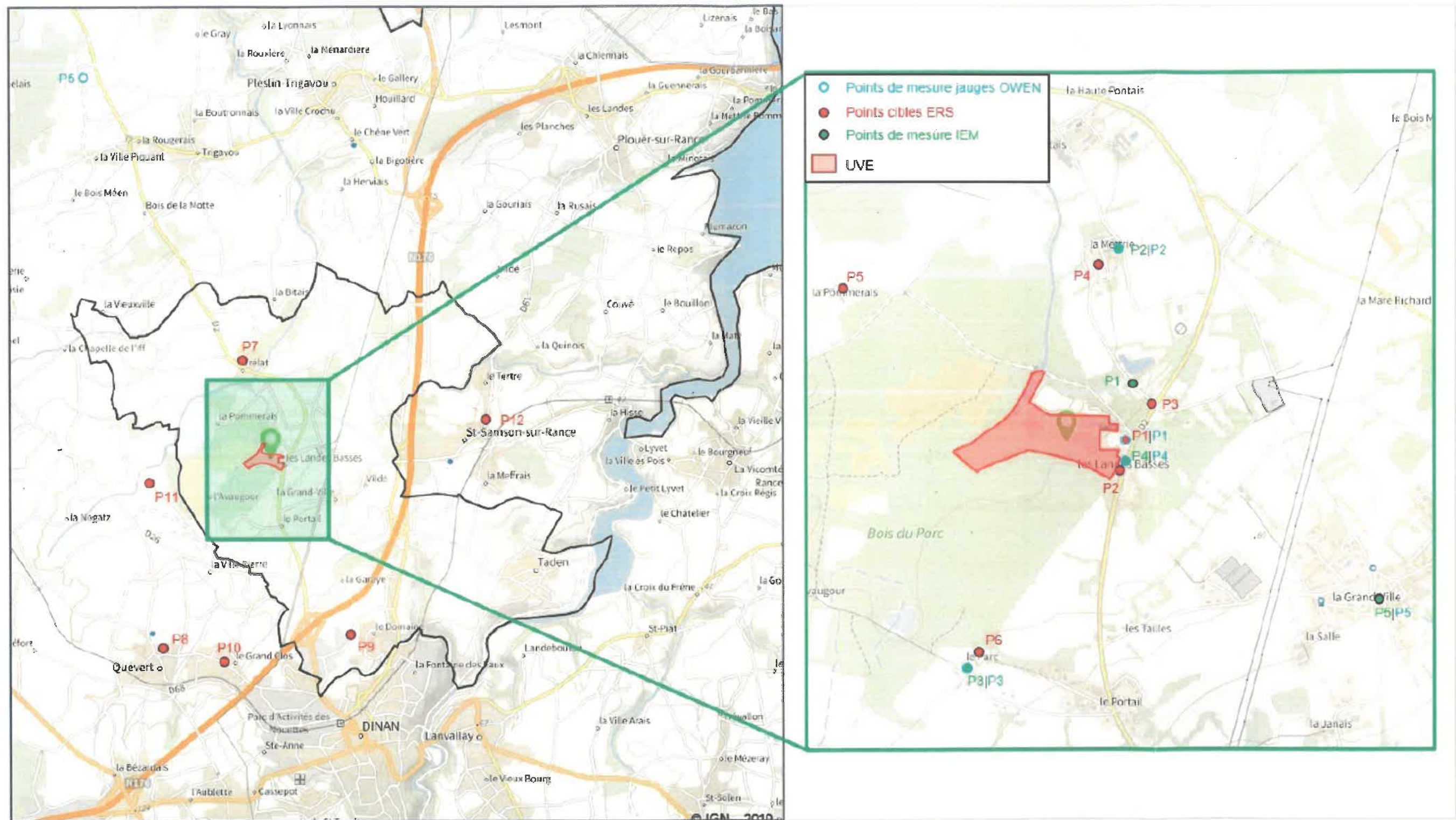
Emplacement des replantations :

 Définitivement déboisé

 Replantations en lieu et place

 Replantations sur secteurs complémentaires

ANNEXE 7 : Emplacement de points de prélèvement pour la campagne de mesure de l'air ambiant (article 5.1) et pour la surveillance des émissions de retombées atmosphériques (article 5.3)



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Vu pour être annexé
à l'arrêté du 26 FEV. 2025

25 Georges SALAÜN

ANNEXE 8 : Zones humides à intégrer dans les suivis écologiques



Légende

- Aire d'étude
- Zones humides - SAGE Rance Frémur
- Zones humides identifiées sur l'aire d'étude
- Cours d'eau - SAGE Rance Frémur
- Fossé sur site
- Zone humide située en aval du projet à intégrer dans les suivis

Vu pour être annexé
à l'arrêté du 26 FEV. 2025

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Georges SALAÜN